



# CHEZ LES PROFS, "LA DÉGRADATION À BAS BRUIT"

Si les cas graves de violence physique restent minoritaires, de nombreux enseignants décrivent les incivilités qui minent leur quotidien. Et auxquelles ils doivent souvent faire face sans le soutien de l'institution. **PAR HADRIEN BRACHET**

« Je me suis senti très en danger. » Enseignant en CM2 dans une école de l'est de la France, Lucas\* garde un souvenir bien précis de l'automne 2019. Cette année-là, le prof, plus de quinze ans d'expérience au compteur, a subi les intimidations d'un parent d'élève. Dès la rentrée, l'homme vient se plaindre que sa fille ait été placée en classe à côté d'un garçon. D'après Lucas, le père, de confession musulmane, ne goûte pas non plus les programmes, les jugeant « incompatibles avec sa religion ». Un mois plus tard, la situation s'envenime lorsque l'enseignant rappelle dans le cahier de correspondance des élèves l'obligation, en l'absence de certificat médical de contre-indication, de participer aux cours de natation. La fille du parent récalcitrant – lequel affirmera que son enfant souffre d'un « problème aux oreilles » – ne s'est en effet pas rendue aux deux premières séances. « Le lendemain, ce monsieur est venu, fou furieux, se rappelle le professeur des écoles. Il est entré, a hurlé qu'il faisait ce qu'il voulait. Il s'est avancé vers moi au point que son nez m'a touché, il m'a postillonné dessus. » Sous le choc, Lucas se voit prescrire par son médecin deux jours d'incapacité totale de travail (ITT). « J'avais très peur, je ne tenais pas debout », se souvient-il. Le fonctionnaire finit par porter plainte.

Résultat : le père a été condamné à quatre mois de prison avec sursis en janvier par la cour d'appel de Metz pour violence volontaire sur personne chargée d'une mission de service public. Selon Lucas, il s'est pourvu en cassation.

## Difficultés à faire cours

Une mésaventure isolée ? Dans une institution qui accueille 12 millions d'élèves, les faits violents sont nécessairement quotidiens et prennent des formes très variées. Chaque jour, le cabinet du ministre reçoit des signalements pour des motifs divers, qu'il s'agisse de suicides, de cyberharcèlement, de violences entre élèves ou à destination du personnel. Ainsi, au total, en 2021-2022, les inspecteurs du premier degré ont déclaré en moyenne trois incidents graves pour 1 000 écoliers, et les chefs d'établissement du second degré, 12,3 incidents graves pour 1 000 élèves. Parmi ces derniers : 44 % de violences verbales, 25 % de violences physiques ou encore 2 % d'atteintes à la laïcité. Le tout avec d'importantes disparités, certains établissements concentrant les difficultés : 53 % de ceux qui sont considérés comme socialement favorisés ne signalaient pas d'incidents graves contre seulement 18 % parmi ceux qui sont socialement défavorisés.

Quelle part de ces violences vise les professeurs ? En 2020-2021, sur 100 incidents graves dans le second degré, 41 concernaient des violences envers un élève ou un groupe d'élèves, 25 envers des enseignants et 14 envers des personnels non enseignants. Mais une enquête de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès menée fin 2020 donnait, quant à elle, une statistique bien plus éloquente : 50 % des enseignants interrogés déclaraient avoir été victimes d'agressions physiques ou verbales au cours de leur carrière. Une réalité dont l'opinion connaît les cas les plus dramatiques, comme celui de Samuel Paty, assassiné à la sortie de son établissement de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) en octobre 2020, ou d'Agnès Lassalle, mortellement poignardée dans son lycée de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques) en février. Il y a aussi cette professeure de lettres agressée au couteau par un élève dans un lycée de Caen (Calvados), le 13 septembre 2022, et, quelques jours plus tard, cette principale d'un collège de Fougères (Ille-et-Vilaine) qui s'est cogné la tête contre un radiateur après avoir été poussée par une mère d'élève. « Des enseignants sont sous protection policière », indiquait même, à l'été 2022

# Image non disponible. Restriction de l'éditeur

auprès de *Marianne*, un ancien conseiller ministériel.

Mais, loin des projecteurs médiatiques, il y a également les incivilités du quotidien : les problèmes de discipline, les insultes de la part d'élèves, les demandes pressantes de parents, qui s'accumulent parfois jusqu'à faire déborder la coupe. « *Le collègue qui se prend un coup de poing, c'est heureusement très rare*, pointe Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat enseignant. *Mais il faut bien que tout le monde comprenne qu'il y a aussi cette espèce de dégradation à bas bruit, tous ces petits événements qui vont miner votre quotidien et finissent par peser vraiment.* » Un trop-plein qu'a connu Audrey Jougla, professeure de philosophie, avec l'une de ses classes. « *L'agitation empirait de semaine en semaine*, raconte-t-elle dans son livre *De l'or dans la tête!*\*\* *Insolences, jets d'objets au travers de la classe, cris à tout-va : il devenait de plus en plus difficile de faire cours.* » Jusqu'à ce qu'un jour l'un des élèves fasse exploser un pétard. « *Ça a été le point de non-retour* »,

**VICTIMES PARMIS D'AUTRES**  
En 2020-2021, sur 100 incidents graves dans le second degré, 41 concernaient des violences envers un ou plusieurs élèves, 25 envers des enseignants et 14 envers des personnels non enseignants.

se remémore l'enseignante auprès de *Marianne*. La professeure doit alors changer drastiquement son attitude et enchaîner les sanctions, inflexible, à rebours des recommandations de l'institution. « *Je me suis totalement fermée, je ne leur adressais plus de regards ou de sourires et je ne faisais plus preuve de bienveillance* », reconnaît Audrey Jougla. La situation a fini par se calmer mais l'enseignante en garde un souvenir amer : « *Les violences sont le fait d'élèves qui expriment de la colère, non pas contre l'enseignant, mais contre ce qu'il représente. On est complètement démunis face à ça.* »

## Sentiment d'abandon

Si la jeune femme assure avoir été accompagnée par l'équipe de son lycée, beaucoup de professeurs déplorent le manque de soutien, au niveau académique, de la hiérarchie de l'Éducation nationale. Ce que Sophie Vénétiay décrit comme « *une forme de violence institutionnelle symbolique* » : « *Quand on est reçus par le rectorat car il y a une augmentation d'incivilités dans*

*son établissement, qu'on demande un poste supplémentaire de conseiller principal d'éducation [CPE] et qu'on nous répond qu'il faudrait d'abord changer nos pratiques ou faire un groupe de travail pour reparler du règlement intérieur, c'est symboliquement violent.* » Et ce n'est pas notre témoin Lucas qui dira le contraire. Lui-même estime ne pas avoir été accompagné dans les semaines qui ont suivi l'incident puis à l'approche de son procès. « *Le seul soutien que j'ai eu est celui de l'inspecteur, qui m'a recommandé d'être vigilant. On n'a jamais pris la peine de me demander comment j'allais. Je me suis senti abandonné* », soupire l'enseignant, qui envisage de quitter l'Éducation nationale. « *On est tous confrontés chaque année à un parent qui est agressif. Et quand il y a un problème, au niveau de l'inspection, c'est l'ouverture de parapluie...* » Pas franchement de quoi renforcer l'attractivité du métier d'enseignant. ■

\* Le prénom a été modifié.

\*\* *De l'or dans la tête! Repenser l'éducation pour réparer l'école*, d'Audrey Jougla, Double Ponctuation, 2022, 308 p., 16 €.